

D 152 URUGUAY: TEMOIGNAGE SUR LA SITUATION DU PAYS

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE 7 5 0 1 4 PARIS - FRANCE TÉL. 320.36.20 C. C. P. 1248-74 N PARIS



Autrefois appelé "la Suisse de l'Amérique latine", l'Um ruguay est aujourd'hui un pays divisé et déchiré. Deux dates marquent cette évolution récente: les élections du 26 mars 1971 et le coup d'état du 27 juin 1973. Le récit ci-dessous est celui d'un prêtre français qui vient de passer dix-sept mois en prison. Il ne s'agit pas d'un reportage, mais d'un témoignage vécu introduisant le de lecteur dans la problématique du pays) (Note DIAL)

Ce témoignage veut être une première ébauche de mes réactions après mon retour d'Uruguay. J'ai passé là-bas quatre ans (de janvier 1970 à janvier 1974) dont dix-sept mois en prison (du 17 août 1972 au 14 janvier 1974) pour motifs politiques.

Je demande qu'on prenne ce témoignage comme un point de vue très partiel sur l'ensemble de la vie et des événements qui ont bouleversé l'Uruguay pendant ces années-là. Je voudrais aussi qu'on y trouve l'expression de ma profonde gratitude pour tous les gens avec qui j'ai eu la chance de vivre, de souffrir et de progresser. Ils ont fait de moi un homme différent et nouveau.

J'envisage de parler de ce que j'ai vécu sous trois aspects: I- comment m'est apparu le pays avec tous ses problèmes; II- ce qu'a représenté l'expérience de la détention et de la prison; III- quelle a été l'évolution de l'Eglise pendant toute cette période.

I- LA REALITE DU PAYS

A) La découverte du pays et de ses problèmes

A mon départ de France, après plusieures années de travail comme aumônier du MRJC, j'avais l'intention de travailler avec la JAC uruguayenne dans les diocèses de Salto et de Mercedés, limitrophes avec l'Argentine.

Du paya, je connaissais très peu de choses. Les premiers contacts me surprirent beaucoup. Les petites fermes du sud (région de San José et de Colonia) faisaient rapidement place aux grandes estancias de Flores, Paysandu et Salto. Le vide de l'intérieur du pays me sauta aux yeux: des immenses pâturages, des petits villages... Immédiatement j'ai apprécié la simplicité de l'accueil des gens. Tout un monde de préoccupations s'agitait en eux. Dans les nombreuses conversations revenaient les mots de: changements, problèmes, difficiles difficiles, etc. Parmi les gens qui m'ont accueilli, personne n'a essayé de me "vendre une image du pays". On m'a dit: "Regarde, fais ton expérience et tu verras".

Les premières conversations me frappaient par leur radicalisme. Qu'il s'agisse de changements dans l'Eglise, dans la vie des prêtres, ou

d'appréciations sur tel ou tel problème, je notais le ton tranchant. Il me fallut peu de temps pour me rendre compte que cela reflétait la situation. Je passai trois mois dans le Nord, la zone de la canne à sucre. Le fameux syndicat des cañeros, fondé par Sendic (1), luttait à ce moment-là pour obtenir l'expropriation des 30.000 hectares des estancias de Silvia y Rosas au profit des péons. Les cañeros voulaient organiser sur ces terres une coopérative qui serait une petite société socialiste (une société nouvelle) et servirait de foyer et de séminaire pour la formation des futurs révolutionnaires. Au même endroit des ingénieurs français construisaient, pour le compte d'une coopérative de producteurs de canne à sucre, une sucrerie vendue par une entreprise espagnole et payée grâce aux prêts d'un consortium de banques étrangères garantis par l'Etat. Les membres du conseil d'administration avaient engagé leurs biens pour assurer la solvabilité de cette opération financière. Ils avaient hypothéqué pour dix ans une grande partie de leurs récoltes. Des hommes politiques de l'endroit, dirigeants d'une coopérative voisine dont le capital n'avait pas été engagé en garantie de ces investissements, prenaient place au sein du conseil d'administration. De grands travaux d'irrigation étaient alors en cours. Trouver de l'argent, accaparer les terres irrigables, placer des péons pour contrôler l'affaire, engager ou refuser des salariés selon leur degré de conscience politique tels étaient les sujets de conversation de tous les dirigeants. Pendant ce temps, dans les environs, dans un village où les maisons étaient en fait des cabanes en bois, en terre ou en paille, je rencontrais des gens sans travail, vivant de contrebande, car la frontière était à deux pas. Ils me racontaient ce qu'était la dureté de leur travail pendant la récolte de la canne à sucre (zafra), l'exploitation dont ils étaient victimes, leurs déplacements continuels du nord au sud de l'Uruguay et jusqu'au Brésil pour trouver du travail. A la même époque se tenait un congrès convoqué par le syndicat des cañeros dans le but d'unir tous ceux qui voulaient lutter pour que la terre appartienne à ceux qui la travaillent, pour que les péons soient enfin chez eux dans leur pays. Or dans cette assemblée, il y avait entre 70 et 80% de non agriculteurs: étudiants en agronomie, syndicalistes, militants de diverses provenances, mais tous animés d'une volonté révolutionnaire radicale et étrangers au milieu. Je crois qu'il était difficile de trouver en si peu de temps un résumé aussi complet de toutes les contradictions, inégalités, injustices, manoeuvres politiques et financières habituelles en Uruguay.

J'aurais pu les regarder en touriste, mais un péon avec qui je partageais le repas me dit un jour, après avoir appris que j'étais étranger: "Tu sais, il ne manque pas de gens pour venir nous voir, il y en a même qui nous ont aidés, ils ont fait des discours pendant nos marches de protestation. Mais ils sont partis et on ne les a plus revus. Et toi, tu vas rester jusqu'à quand avec nous?..." Cette phrase a eu une énorme importance pour moi. Il ne s'agissait pas de regarder et de décrire. L'heure avait sonné en Uruguay où il fallait prendre parti. C'était aussi un problème vital pour moi et pour tout le monde. Les conversations me montraient que habigré des divergences de détail, les gens pouvaient facilement se classer en deux catégories: ceux qui voulaient que ça continue et ceux qui voulaient que ça change.

D'autres voyages dans les zones rurales du Nord et du Sud renforcèrent cette vision des choses. Voici une zone rurale où un <u>estanciero</u>

⁽¹⁾ L'un des fondateurs du mouvement de guérilla urbaine des "Tupamaros", actuellement en prison.

fait la loi: il paie 5.000 pesos par mois à ses péons. Il leur demande 6.000 pesos pour les conduire en auto à la ville voisine en cas de maladie (80 km). Il nomme ou refuse l'instituteur. Les femmes des péons doivent aller coucher avec lui pour obtenir un peu d'argent en cas de besoin (elles en viennent même à se disputer pour cela). Le curé lui-même se sert de son hangar pour les réunir les familles de nouveaux baptisés. Comment ne pas s'interroger sur le sens du pouvoir, de l'argent, de l' homme dans une société ainsi bâtie? Si l'on dépasse l'aspect folklorique du voisin qui vous reçoit le revolver au poing, on découvre une lutte pour le pouvoir et la survie dans un village où la contrebande à cheval permettait à tous de manger. Un "gros" est apparu avec sa camionnette: il coupe les vivres à des dizaines de familles. On trouve en Uruguay un pays réel et un pays clandestin, au point de vue économique, social et politique, mais les deux sont atteints des mêmes maladies: ils fonctionnent selon le schéma de l'oppression, de la domination et de l'exploitation du petit par le grand. La clandestinité n'est pas une invention des Tupamaros: ils ont porté la guerre là où étaient les pires maux.

Il me restait à découvrir le rôle de l'argent dans cette société. Dès mes premiers contacts avec des agriculteurs du sud, j'appris avec étonnement qu'on empruntait à 30% et plus pour produire du blé qui rendait entre 900 et 1.500 kg à l'hectare. Je sus que les notaires prêtaient couramment à un taux mensuel de 5% et surtout que les circuits de circulation de l'argent étaient assez sinueux. Si un producteur de lait vendait à la COMAPROLE (toopérative" qui ravitaille Montevideo), on le payait avec quatre ou cinq mois de retard. S'il réclamait, on lui of frat frait de lui prêter à 30% d'intérêts l'équivalent de la somme qu'on lui devait et qu'on avait placée ailleurs... S'il n'acceptait pas, il n'avait qu'à s'adresser aux banques privées. Sans s'en rendre compte, par ce système des paiements différés, les agriculteurs étaient en train de se faire voler leurs terres et leur bétail. Seuls les "gros" avaient droit à un traitement de faveur. Le système était le même pour le blé et les fruits. Le producteur devait accepter les délais. Pendant ce temps, le commerçant faisait fructifier l'argent à un taux mensuel de 5% ou procédait à des investissements. Si le cultivateur exigeait d'être payé de suite, on lui rabaissait le prix: le blé passait de 1.300 pesos à 900, ce qui revenait au même. C'était donc avec leur propre argent qu'on spoliait les producteurs. Parfois, pour couronner le tout, un monopole d'import-export d'un produit faisait et défaisait le marché à sa guise. Dans le cas de la pomme de terre, un seul producteur-importateur-exportateur contrôle plus de 50% du marché.

Tout cela me montrait à l'évidence qu'en Uruguay, le système économique n'avait pas pour but de produire des biens, mais de l'argent. Il permettait des opérations financières entre banques, intermédiaires, capitalistes du pays et banques étrangères. Je me trouvais en face d'une économie pervertie dans son but profond et par conséquent dans ses procédés et les rapports qu'elle établissait. Ses résultats ne pouvaient être que pervertis. Les victimes de ce système ne s'en rendaient pas toujours compte. Après avoir été propriétaires, ils devenaient les employés de celui qui les avait expropriés parce que, disaient-ils, ils avaient besoin de lui pour vivre. C'était vrai en un sens. On ne les tuait pas tout à fait. Il fallait bien continuer à produire du blé ou du lait pour que les opérations financières puissent continuer avec un minimum de "justification".

Ainsi, de fil en aiguille, j'ai pu arriver à me faire un tableau assez complet de ce qu'on appelle l'exploitation, l'impérialisme, la domination. Ce fut le chemin de beaucoup de ceux qui ont fini en prison. On les a accusés de s'être laissés endoctriner par des idéologies: le communisme par exemple. Je sais par expérience que ce vocabulaire idéologique parfois approximatif est la traduction la plus exacte possible d'une souffrance pour leur pays et pour leurs frères. Il exprime une volonté de changer cette perversion économique, sociale et politique qui infecte tout. Plus tard, partageant avec mes camarades prisonniers les résultats de mes réflexions sur la situation du pays, je n'aurait pas de mal à les comprendre et à reconstruire piède à pièce, avec eux, le schéma de l'Uruguay - pays exploité.

B) La politisation de tous les débats

En Uruguay, on vivait dans une atmosphère politisée à un degré étonnant. Bien sûr, il y avait les Tupamaros; on rappelait les grandes grèves et les chocs entre la police et les étudiants des années proédentes. Même les plus petites choses paraissaient comme électrisées. Le mouvement de la JAC, assez faible en lui-même, prenait-il pour thème de sa campagne d'année le changement dans le milieu rural? Immédiatement, l'émetteur-radio du Dr Corso, très écouté à la campagne, 1e dénonçait comme mouvement communicommuniste. Dans les villages, les responsables étà taient sommés par les parents ou leurs camarades de dire s'ils étaient communistes ou non. Le fait d'aller visiter la soupe populaire des grévistes d'un abattoir se payait d'une nuit passée en prison. Si j'allais voir les gens d'un village et si ensuite je saluais des propriétaires, la question ne manquait pas de venir, directe: "Est-ce que vous êtes de droite ou de gauche?..."; ou bien plus camouflée: "Qu'estce que vous pensez de notre situation, qu'en pense l'Eglise?...". Ne pas travailler comme un prêtre traditionnel, faire des réunions, circuler beaucoup constituaient des indices de mentalité subversive. Cette réputation arrivait avant vous dans le village où vous alliez prendre contact avec les gens. Elle pouvait débarquer avec votre chauffeur d'occasion qui se chargeait de dire aux gens qu'il n'était pas solidaire des idées de ce curé qu'il avait amené par hasard. Elle se répandait par les soins des responsables politiques ou des hommes d'affaires locaux, peu dinpisés, à laisser entamer leur pouvoir ou discuter leurs privilèges.

Ces petits inconvémients personnels n'étaient qu'un aspect de la politisation générale de tous les débats. Déjà, lors de mon arrivée en 1970, je m'étais rendu compte que la discussion du programme de travail d'un groupe de jeunes dans un village rural se heurtait à des oppositions sourdes. La question finti par surgir: "Qu'estc-ce que vous pensez de Cuba?..." A partir de là, il fallut arriver à comprendre que certains jeunes ne voulaient pas de ce groupe qu'ils considéraient comme de gauche parce qu'eux-mêmes militaient dans une organisation de droite: la JUP. Avec l'aide des adultes, celle-ci allait tenter peu après d'envahir le lycée local pour chasser certains professeurs jugés révolutionnaires.

Dans les écoles, l'enseignement de l'histoire, de la philosophie, les méthodes éducatives, le fonctionnement des associations d'élèves ou de parents devenaient des occasions d'affrontement. Il ne s'agissait plus de débats d'idées. Il fallait prendre des places et contrôler les groupes. Des commissions de quartier ou de paroisse, des groupes de réflexion et même, en 1971-72, certains groupes de catéchèse furent ainsi

disputés. Il ne s'agissait plus déjà d'un débat politique mais d'une lutte, de la conquête du pouvoir, du contrôle des décisions, d'espionnage pour surveiller les opposants et les neutraliser. En haut de l'échelle, le gouvernement, les syndicats et les Tupamaros continuaient ou amplifiaient leur combat chaque jour plus violent, mais je crois utile de noter que toute une guérilla sourde se livrait aussi à tous les étages de la société et dans ses institutions. Elle formait pour moi la ramification perceptible de cet affrontement général et lointain. Il me semble qu'il est impossible de comprendre ce qui s'est passé ensuite, si l'on ne saisit pas cette lente guerre d'usure qui minait déjà tout le pays et le divisait.

Pourquoi fallait-il écarter ou abattre tel professeur, tel responsable syndical, tel jeune actif dans son village? Pourquoi fallait-il défendre à tout prix tel directeur de lycée, ou empêcher la diffusion par radio des sermons de tel curé?... Vers l'année 1971, tout le monde sentait déjà qu'il n'y avait plus de petits problèmes. A l'image du slogan de la guérilla: "La patrie pour tous ou la patrie pour personne", tous les aspects de la vie s'étaient "radicalisés". Dénoncer un acte de torture ou la propagande mensongère du journal était une profession de foi. marxiste ou tupamara. Réunir les paysans pour analyser leur situation devenait suspect. L'édifice de l'ordre devenait tellement branlant que ses défenseurs ne pouvaient permettre aucune atteinte. Ceux qui l'attequaient avaient le sentiment que la plus petite réalisation ouvrait une brèche et touchait au fond des choses. D'autre part, cette politisatica de la vie produisait chez beaucoup de gens qui ne voulaient pas réfléchir une sorte de crainte assez comparable à l'attente du déclenchement d'une bataille dans laquelle on va être entraînés malgré soi. Les gens les plus conscients des enjeux de l'heure se voyaient entraînés à pren. dre parti: politiquement, syndicalement. Chacun de ces choix était très clairement perçu comme une option en faveur de l'ordre établi ou du renversement de cet ordre. Dans le fond, au bruit des attentats, dans les souffrances de la répression, soumis au matraquage de la radio, tou chés par la crise économique ou politique, les Uruguayens arrivaient à cette lucidité douloureuse que tout leur système de vie était malade et qu'il allait être opéré à chaud.

C) L'escalade politique: les élections de 19711et leurs conséquences

Avant d'en arriver là, il y eut les élections de 1971. Par-delà le folklore des meetings politiques - affiches, garffitis à la peinture dans les rues, défilés précédés de cavaliers, discours interminables peaucoup les ont vécues comme une partie décisive. Les commentaires sans fin qui accompagnaient dans tout le pays la constitution du Frent Amplio (front élargi de la gauche) qui allait de la démocratie-chrétienne aux communistes en passant par les dissidents des partis traditionnels) en sont une preuve. L'organisation du "Mouvement du 26 mars" qui regroupait les partisans de changements politiques radicaux, non affilliés aux partis de gauche (on y retrouvait beaucoup de sympathisants des Tupamaros) montrait que tous les partisans d'un ordre nouveau se mobilisaient. Du côté des partis traditionnels, sous le couvert de la prolifération des candidats de diverses tendances si typique du pays, les thèmes de la défense des valeurs de l'Uruguay et de son style de vie traditionnel, de ha dénonciation de la subversion et marxisme! faisaient l'unanimité. Là était l'essentiel de l'enjeu. Même dans la

guérilla, et malgré quelques dissidences, il y eut une pause. Au Chila, la voie électorale avait donné des résultats. L'Uruguay, autrefeis modèle de démocratie, devait relever le défi.

Deux styles de travail s'affrontèrent pendant cette campagne. Malgré des nuances de détail et de sourdes luttes entre les gens du Parti Communiste et les gens du "Mouvement du 26 mars" pour contrôler la direction politique du Frente Amplio, la gauche fit un effort d'éducation populaire et de conscientisation. Des "comités de base" se créèrent dans les quartiers, les usines et les administrations. On y faisait l'éducation politique des participants en étudiant les problèmes vitaux qui se posaient à eux: crise économique, problèmes d'organisation du quartier. On discutait des événements politiques, du programme du futur gouvernement! . . . En même temps, les participants organisaient la propagande délectorale, les visites à domicile, les tournées d'affichage. Malgré les difficultés et un certain verticalisme des directives venues d'en haut, la campagne électorale se réalisá avec la participation directe, l'argent;le dévouement de beaucoup de militants. Ils eurent la possibilité de faire l'expérience au moins embryonnaire d'une discussion démocratible que des problèmes du pays, sentir que c'était leur affaire. Les candidats comme le général Séregni prirent très au sérieux ce souci d'écouter et de dialoguer. Peut'être ce genre de travail donna-t-il plus de résultats avec les électeurs plus jeunes ou mieux formés qu'avec les gens des faubourgs pauvres ou des campagnes, tellement habitués à dite toujours oui et à se méfier de ces jeunes inconnus qui débarquaicat chez eux. Comme disait la radio: ne seraient-ils pas des révolutionna? res camouflés?

Du côté des partis traditionnels, il y avait beaucoup plus d'algorité les radios et les télévisions locales étaient "démocratique de leurs ordres. La propagande se préoccupait moins de convaincre que d'assurer ou d'acheter des voix par les canaux éprouvés des promesses, aides, rappel des liens traditionnels de dépendance. Les augmentation de salaires opportunes firent leur apparition, les contrats de traditions des administrations déjà surpeuplées se répandirent. Surtout le refrain revenait sans cesse: "Défendons notre style de vie traditionne refusons l'aventure du changement proposé par ces communistrat, ces séditieux, ces vendus à l'étranger!"

Er somme, les choses étaient claires: deux vocabulaires, deux d'action, deux manières de conquérir les voix, deux buts. Peutiêtre une toisième image passa-t-elle inaperçue dans tout ce bruit. Il durait tallu prêter davantage attention à des gens qui ne disaient nien, qui ne proposaient rien, qui étaient présents un peu partout et qui prenaient discrètement des notes. Combien sommes-nous qui avons eu la triste surprise de retrouver trace de ces notes dans les quantités au cours des interrogatoires? C'était aussi un autre chapitre de la via de l'Uniquay qui se préparait clandestinement. Pour certains, sans doute, les choix étaient déjà faits et tout ceci n'était qu'un proposaient proposaient present qu'un proposaient present qu'un proposaient present qu'un proposaient proposaient present qu'un present qu'un

Quand la menace du Frente Amplio prit corps, menace peut être exagérée par l'enthousiasme et la haine qu'il provoquait, tout devint bon pour l'altaquer. La menace des horreurs des camps de déportation, de l'enlèvement des enfants pour les envoyer à Cuba, l'attaque directe des personnalités ou candidats présentés comme séditieux par les Journaux

ou la télévision, les attentats contre les équipes de propagande se multiplièrent. Parallèlement, l'enthousiasme et sans doute l'illusion des grands rassemblements réussis saisirent les partisans de la gauche. Il y eut vraiment des jours où la peur s'empara de certains partisans de l'ordre établi, et cette peur se transformait en haine. Il devenait impossible de se parler châmement. Et chez les gens du peuple; abasourdis par tant de bruit, c'était une attente angoissée et pleine de méfiance. Tenter de faire réfléchir dans un tel climat était une aventure dangereuse et peu fructueuse.

Le jour des élections fut tendu. Les vieux habitués de la politique supportaient mal la présence obstinée de jeunes militants qui connaissaient bien leur affaire et qui vérifiaient partout la régularité des opérations électorales. Dans certains villages de campagne où la sympathie affichée pour le Frente Amplio était presque un suicide social, on attendait anxieusement le décompte des voix. On vota jusqu'à minuit à Montevideo. A la campagne, c'était terminé à 8h du soir. Les longues heures d'attente du dépouillement avaient des airs de veillée funèbre. On parlait à voix basse. J'écoutais deux paysans commenter les premiers résultats donnés à la radio: ils parlaient des "communistes" qui semblaient gagner ou perdre du terrain. Pour eux, c'était là le problème majeur. Je n'oublierai jamais non plus le spectacle de ces jeunes garçons et filles qui pleuraient à quatre heures du matin au siège du Frente Amplio en apprenant qu'on avait perdu l'intendance de Montevideo alors que cela paraissait à la portée de la gauche. Quelques phrases me restèrent en mémoire qui dépeignaient l'état des esprits: "Les gens, ils ne méritent pas qu'on fasse des efforts pour eux. S'ils viennent se plaindre, c'est fini: je ne les aide plus. Qu'ils s'adressent au gouvernement! Il faudra qu'ils crèvent pour comprendre". Ou bien: "Pour changer tout ça, il n'y a que les fusils..." Tristes prophéties des temps qui allaient venir.

Comment oublier aussi ces camions chargés de pauvres des faubourgs de Salto, mêlés ce jour-là aux riches dans un défilé qui célébrait la victoire de la "démocratie" sur le "communisme". Tous criaient et chantaient. Voyant que j'enregistrais la manifestation, deux jeunes s'approchèrent et me demandèrent mon avis. Je leur dis que cette exploitation des pauvres m'écoeurait. Alors ils me prirent à parti pour me mon trer que j'étais un aigri, que je voyais de la misère et des injustices partout. "On dirait que vous êtes jaloux qu'ils soient heureux", me disaient-ils en guise de conclusion et à bout d'arguments. Dans le cas précis, qui étaient les heureux? Une certaine politique peut servir aussi d'instrument pour endormir le peuple. Malheureusement le réveil allait être brutal et rapide. Plusieures semaines de décomptes tortueux et toujours changeants finissaient par voler la victoire au candidat de l'opposition traditionnelle Ferreira Aldunate au profit de J.M. Bordaberry, successeur désigné par l'ancien président. Derrière la façade électorale, d'autres personnages se mouvaient qui avaient besoin d'un chef d'Etat à leurs ordres.

D) L'ère de la répression

Les élections perdues, la pensée de beaucoup de militants de gauche non communiste se tourna vers la lutte des Tupamaros. Après leur fameuse évasion de septembre 1971, des clandestins s'étaient dispersés dans tous les départements. La guérilla s'implantait dans l'intérieur pour pour préparer une lutte plus généralisée. Après les élections, les comités d'action politique et les groupes d'appui s'étoffèrent plus facmlement, parfois au détriment de la prudence. Après la lutte politique, convaincus de la nécessité d'un changement, beaucoup firent un pas de plus. Les actions se multiplièrent à Montevideo et dans l'intérieur du pays, en prenant davantage l'aspect d'une guerre de harcèlement contre les responsables de la torture et les piliers du régime policier. On sentit qu'il allait se passer quelque chose d'irréparable. La propagande contre la subversion présentait les séditieux comme des criminels, des dévoyés et des ambitieux à la solde de l'étranger. La conviction se renforça que la seule issue possible était l'affrontement.

L'entrée en action de l'Armée à la fin de 1971, la déclaration de l'état de guerre suivie de l'offessive générale pour démanteler l'organisation des Tupamaros après le 14 avril 1972 plongèrent le pays dans une grande peur. La haine s'exprimait librement de la part des partisanc de l'ordre: "On va tous les liquider", "Il faut frapper fort et les exterminer tous", entendai-je dire dans un café le jour de la découverte de la prison du peuple et de la libération des séquestrés. Les gens du commun qui voyaient entrer dans les casernes des médecins, des professeurs, des étudiants, des jeunes connus et respectés, des voisins jusqu'ici hors de tout soupçon, n'y comprenaient rien. Mais ils tiraient la conclusion que la peste était partout et que l'Armée faisait bien d'y mettre de l'ordre. Cela s'accompagnait d'un profond désarroi quand un parent ou un ami était emprisonné: "Serait-il coupable? Est-ce une erreur? Ce n'est pas possible, cet homme était si bon!". L'absence de nouvelles, le contrôle absolu des radios qui continuaient de diffuser leurs propagandes engendrèrent un climat de peur. Les militants de toute sorte, les amis ou parents des prisonniers commencèrent à être suspectés non seulement par les militaires mais aussi par beaucoup de ger-Toute réunion devint impossible. Aller voir les gens était une aventure. Il fallait être continuellement sur la défensive. Le tupamaro était un criminel: pas moyen de tirer cette idée de la tête de beaucoup. Même les gens qu'ils connaissaient bien leur devenaient suspects si on les arrêtait. Les tortures, très peu y croyaient, et beaucoup étaient prêts à les justifier pour quoon en termine vite. Les mois de mai, juin et juillet 1972 furent des mois d'une solitude angoissée. Toutes les semair nes, des amis ou des gens connus étaient acheminés vers les casernes. On se sentait surveillé. On passait son temps à consoler, à essayer de deviner ce que pouvait être la vie des amis prisonniers. On sentait aussi vaguement venir son tour parce que la répression s'étendait toujous? plus. Et mon tour vint en août 1972 d'entrer dans "la machine", comme le disait l'argot des prisons.

Tout le reste de l'évolution du pays jusqu'à la fin 1973, je l'ai vécu de l'intérieur de la caserne ou de la prison, avec des bribes de nouvelles, souvent déformées par la perspective particulière du prisonnier. Mais si 5 ou 6.000 uruguayens l'ont vécue ou la vivent ainsi, c'est un aspect qui mérite qu'on s'y arrête. Je raconterai dans un second chapitre ce qui concerne la prison et la répression. Je veux simplement évoquer ici les étapes de l'évolution générale du pays.

La fin de l'année 1972 fut vécue par nous dans une atmosphère de déroute entrecoupée parfois de folles espérances. Voir entrer tous les jours en prison de nouveaux copains de lutte, écouter les communiqués militaires qui publient des listes de noms connus, tout cela donne l'imparte de la conne l'imparte de déroute entrecoupée parfois de folles espérances. Voir entrer tous les pour les contra de la contra de la conne de la contra de

pression d'un écroulement. La certitude vite acquise au contact des faits que les forces de répression constituaient un corps autonome de civils et de militaires, qu'elles tenaient leurs propres plans de travail et qu'elles n'obéissaient à aucun ordre du pouvoir civil, cette certitude rendait l'avenir aléatoire (peut'être les gens, à l'extérieur des prisons, mirent-ils plus longtemps à s'en rendre compte). Seuls les chocs qui se produisaient parfois entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, les rumeurs d'éventuelles conversations entre les militaires et les Tupamaros faisaient passer de brèves lueurs d'espoir vite emportées.

Vers la fin de 1972 la politique de l'Armée vis-à-vis des prisonniers se libéralisé un peu. La bataille était déjà en partie gagnée sur le front de la "séditioné. L'armée voulait des renseignements pour dénoncer les escroqueries économiques de la classe politique. Les Tupamaros les avaient étudiées et dénoncées. Il y eut un marchandage et une collaboration: chacun poursuivait un but différent. L'armée visait la conquête du pouvoir et soignait son image de marque comme force honnête et réformatrice. Elle avait tellement de sang sur les mains qu'elle avait besoin de redresser son honneur. De l'autre côté on voyait la possibilité de diviser l'armée dont certains secteurs étaient compromis dans des fraudes. Cela pouvait aussi faire découvrir aux gens les raisons d'un combat si mal compris et tellement sali par la propagande. Quand, en février 1973, les militaires mirent sous tutelle le pouvoir et publièrent les décrets réformistes 4 et 7 portant sur dix-neuf moints dont la réforme agraire, des espoirs se firent jour jusque chez les prisonniers Des officiers parlaient avec des tupamaros connus pour leur volonté manifeste de changer le pays pourri. De l'extérieur parvenaient les échos des réactions favorables de certains secteurs de la gauche. Mais quelques incidents nous ouvrirent les yeux. Un frigorifico (abattoir et conserverie) voisin de la prison fut déménagé en une nuit et vidé de toutes ses machines. Il était gardé par les militaires depuis que les ouvriers avaient été arrêtés comme séditieux pour avoir occupé l'usine pendant plusieures années pour empêcher qu'elle soit vendue à une entraprise capitaliste. L'enquête commença, on demanda le concours des anciens employés. Des soldats, des sergents furent inculpés, puis tout s'arrêta et on ne ĝarla plus de rien. Des militaires haut placés étaient compromis dans l'affaire. Alors?...

Quand vint la dissolution du Parlement et la grève générale du 27 juin 1973, nous vécûmes des jours de fièvre. Le peuple allait-il résister? La flamme de la torchère de la raffinerie de pétrole brûlait-elle ou non? Les autobus circulaient-ils sur la nationale voisine de la prison? Nous savions la misère des gens, le manque de travail. Que ferait le P.C. qui contrôlait la C.N.T.? Allait-il négocier ou lutter? La grève continuait et nous savions que beaucoup étaient détenus et cette fois-ci il ne s'agissait pas de tupamaros. Des échos nous parvenaient de réactions populaires contre l'année, contre la dictature qui s'affichait. Un peuple seul, sans appui de groupes organisés, que peut-il faire pour arrêter une dictature militaire? C'était le thème de beaucour de réflexions qui se firent plus amères en apprenant que la centrale syndicale donnait l'ordre de cesser la grève. Les lycées étaient contrêlés, le droit syndical réglementé, le parlement dissous, les appels à la "guerre" des partis traditionnels inefficaces et même les luttes du peuple sans direction ferme. Quelles illusions pouvait-on avoir? A il extérieur de la prison, le travail, l'argent, les produits de première

nécessité se faisaient rares et chers. La vente de la viande était interdite aux consommateurs. Nous avions parfois l'impression d'être privilégiés: en prison nous mangions du moins à notre faim. Le contrôle policier et les arrestations s'intensifiaient dans tout le pays. Désormais nous savions que notre détention serait longue, que ceux qui sortiraient de prison n'auraient pas de répit ou q'ils devraient partir. En Uruguay il n'y avait plus ni place ni argent pour tous. On n'entendait plus de promesses de réforme dans la bouche des officiers. Les principaux responsables tupamaros furent retirés de la prison centrale et répartis dans des unités militaires où on les gardait isolés, maltraités et au secret. Fini le temps de la collaboration. Quelques officiers venaient même grossir les rangs des prisonniers. Plus d'illusions à se faire, c'était la purge générale.

Il restait pourtant quelques lueurs d'espoir. Dans les syndicats, les rangs se ressemaient sans bruit. Les élections à l'Université donnaient la majorité aux dirigeants opposés au pouvoir. Mais cela n'allait pas durer longtemps. L'Université fut occupée et fermée en septembre 1973, les partis de gauche (sauf le P.D.C.) et les syndicats dissous, les journaux et publications d'opposition fermés. Puis vint l'interdiction du "marxisme" et de sa propagande. On grattait jusqu'à l'os... Quand je suis parti du pays, on expurgeait la bibliothèque de la prison de tout livre à tendance marxiste (ce qui permettait d'ailleurs d'apprécier le degré de culture des censeurs). Il y avait des perquisitions dans l'Université, les librairies et les maisons afin d'extirper "l'hérésie". Parce qu'elle était la fiancée de l'étudiant tué par la bombe qui servit de prétexte aux militaires pour envahir l'Université, une jeune fille s'est retrouvée en prison avec une trentaine de copains: il ne faut pas qu'elle parle.

Et voici que "l'opposition" se manifeste dans le journal El Dia, publication qui était l'ancien porte-parole de Battle y Ordonez, organisateur de la Démcoratie modèle de l'Uruguay au début du siècle. Quelle opposition? On réclame la liberté de presse et d'opinion... mais surtout on déclare tranquillement, par la voix du président d'une organisation de grands propriétaires ruraux, qu'on va attendre la décision du gouvernement de dévaluer pour la nième fois la monnaie, avant de vor dre les bêtes de boucherie. Or il est est interdit de commenter l'action du pouvoir. Alors, qui commande? peut se demander celui qui réfléchit. A qui et à quoi servent tant de violences et de tortures? Sans se salir les mains, en défendant leur réputation de démocrates, les maîtres de toujours et leurs amis sont là.

Les événements d'Argentine et du Chili retentirent comme des coups de canon dans l'atmosphère de la prison et à l'extérieur. Là-bas vivent des amis, des compagnons de lutte, des parents proches. Surtout, il devient absolument évident pour beaucoup que ce qui est arrivé à l'Uruguay n'est pas fortuit. Dans les autres pays aussi la répression et la dicture sont en marche. Les armées et les polices collaborent. Des officiers chiliens viennent visiter notre prison. Des officiers uruguayens disent clairement qu'ils n'ont qu'un regret, c'est de n'avoir pas été assez expéditifs pour tuer les plus dangereux d'entre nous, comme cela se fait au Chili. Des "rapatriés" du Chili apparaissent dans notre prison. Il ne s'agit plus de maintenir l'ordre. Il s'agit de la destruction coordonnée de toutes les forces de changement ou de révolution en Amérique latine.

Dans ce contexte quel espoir reste-t-il à ceux qui ont lutté ou qui veulent lutter? "Notre génération va être sacrifiée: c'est pour nos fils que nous travaillons; nous ne nous en sortirons pas seuls" disent-ils. Les généraux se réunissent au Vénézuela pour organiser la répression. Des dossiers de prisonniers sont communiqués à toutes les polices légales ou parallèles des autres pays. A ceux qui sont "libérés" et qui peuvent représenter un certain danger par suite de leur importance politique ou de leurs antécédents militants, on donne l'ordre de quitter l'Amérique latine. Et quelqu'un bien au fait des choses me disait, lors de mon expulsion d'Uruguay, le 16 janvier dernier: "Dans le fond, l'Amérique latine est la chasse gardée des Etats-Unis et du Brésil. Maintenant, ça risque d'être le tour de l'Argentine".

Pour ceux qui ont rèvé de changements rapides, c'est l'heure de la réflexion. La dépendance, l'injustice, la misère, les fraudes, la contrebande continuent, avec la parficipation des militaires qui placent leurs hommes dans les entreprises, les lycées, les universités... Quel sera le chemin pour la Révolution à faire, et quel prix faudra-t-il payer? C'est parfois de cela qu'on parle entre prisonniers, pendant que des centaines de gens quittent l'Uruguay, que des milliers perdent leur travail pour des raisons politiques ou parce que les usines ferment à moitié. Que sortira-t-il de ce long chemin de croix de 5 à 6.000 prisonniers qui attendent leur jugement, qui servent d'otages en cas d'éventuelles révoltes et à qui on soutire de l'argent pour leur procès? De ces pauvres qui n'ont plus d'argent et qui se débrouillent comme ils peuvent; de ces intellectuels et étudiants qui ont analysé lucidement la situation et qu'on pourchasse; de ces syndicats et partis politiques tellement louvoyants, parfois divisés, mais unis dans la répression? A l'évidence, ils sont frères par-dessus les frontières et ils s'en rendent davantage compte.

II- LA PRISON ET LA REPRESSION

Ce que je vais dire représente mon expérience personnelle et ne prétend pas donner un panorama général de tout ce qu'ont vécu les gens emprisonnés en Uruguay. Ce que j'ai pu vivre est d'ailleurs peu de chose si je le compare aux souffrances de beaucoup de mes camarades qui sont encore là-bas.

Avant d'entrer dans la description de ce qu'est la répression en elle-même, je voudrais signaler un aspect marginal, mais important, qu'elle revêt. Elle est une source de profit pour ceux qui la pratiquent Ma voiture est restée entre les mains des militaires: ils l'ont rendue inutilisable en huit jours d'usage. Les montres, les chassures, les habits de bonne qualité, les radios, tout ce qui peut avoir de la valeur est "exproprié" par ces défenseurs farouches de la propriété que sont les militaires. Combien de maisons ont été vidées et dégradées, sous prétexte de perquisition! La perquisition est un choc terrible: supporter qu'on vole, parfois qu'on brutalise, se sentir désigné au mépris des voisins par le déploiement des forces de l'ordre, être enlevé les yeux bandés du milieu de sa famille, cela ne s'oublie pas. Il y a dans ce genre d'arrestation, comme dans les violences qui accompagnent les répressions collectives des grèves ou des manifestations, une volonté d'impressionner l'opinion et de faire peur.

Dans l'expérience que j'ai vécue, il y a deux périodes bien distinctes: celle de la caserne et celle de la prison. Elles ont des caractères tellement différents qu'il faut les envisager séparément.

a) L'époque de la caserne et des interrogatoires

Depuis 1972, les casernes de l'Uruguay sont dans leur majorité des usines à répression. Elles comportent tout un groupe de gens fonctionnant de façon assez autonome, même par rapport au commandement hiérarchique; c'est le service de la lutte anti-subversive avec ses installations de "travail" et locaux de détention souvent improvisés: boxes fermés par du grillage, couloirs, caves, salles de garde, tentes, vieux wagons, écuries... Tout le reste de la caserne est au service de ce noyau fondamental: véhicules, soldats, matériel de transmission, etc.

L'entrée dans um de ces casernes peut facilement se comparer à l'entrée d'une bête dans un abattoir. Ce n'est pas pour rien que dans notre jargon de prisonniers nous appelions cela "la machine". Il n'y a rien d'improvisé dans tout le rituel qui s'y déroule. Les méthodes employées ont fait l'objet de cours d'enseignement, de séances d'entrainement à Panama, au Brésil, en Uruguay. Les officiers qui les dirigent ou les emploient, les sous-officiers ou les soldats qui les exécutent, les médecins ou infirmiers qui les contrôlent savent ce qu'ils font et ne sont pas victimes d'un quelconque énervement, même si certains sont des déséquilibrés ou des sadiques. Le matériel qu'ils emploient porte parfois l'étiquette de "l'Alliance pour le Progrès".

Ce qu'on cherche à obtenir de vous se résume en peu de phrases. Il faut briser physiquement et moralement, soutirer des aveux et des informations, impressionner individuellement et collectivement, angoisser les familles, éventuellement saper les convictions. Reprenons tous ces aspects en détail.

- Briser physiquement:

Parmi les prisonnièrs il y a des gens condamnés d'avance et l'un des buts est de les démolir physiquement (du moment qu'on ne peut pas les tuer froidement). Alors on les laisse sans manger, on les soumet à des plantons (station debout) qui dépassent parfois la semaine, on les bat pendant des heures de toutes les manières jusqu'à la rupture des os ou des organes, on les laisse sans soins ou dans le froid et l'humidité. Ce n'est pas toujours pour obtenir des renseignements, c'est pour que la personne reste diminuée.

- Briser moralement:

C'est toute la valeur humaine, toute la sécurité psychologique du prisonnier qu'il faut liquider. On l'avilit:-interrogatoires ou plantons nu;-abus sur les femmes;-torture pour faire avouer qu'on est un assassin, qu'on a fait ça pour de l'argent, pour avoir des filles faciles;-insultes sur le manque de courage pendant la torture; -rappel des "trahisons" envers des gens qu'on a pu dénoncer; -isolement qui permet de se monter la tête après les aveux. Tout cela vise à casser la personne, à l'amener à se mépriser, à annuler pour le présent et l'avenir ses capacités de lutte et sa confiance en soi. Il ne s'agit donc pas uniquement d'un résultat à court terme, mais d'un essai de destruction intérieure qui cherche à se continuer après les aveux et le jugement. Il

faut prouver aux gens qu'ils sont des "salauds". Des psychologues aimables complètent parfois les traitements de choc dans des entretiens apparemment innocents.

- Faire avouer et soutirer des renseignements

C'est sans doute ce à quoi vise plus directement la répression. Avant les interrogatoires, les militaires ont leur idée sur ce qu'ils désirent obtenir: faire avouer l'appartenance au mouvement subversif ou la complicité avec lui, la participation à tel ou tel délit. On va frapper, passer à la baignoire, à l'électricité, suspendre les gens, répéter les Fortures pendant des semaines jusqu'à ce que le résultat soit obtenu. Au besoin on torturera des camarades, la femme ou la fille du prisonnier. Il faut aller jusqu'au bout de la résistance physique mais surtout psychologique. On laisse planer l'insécurité concernant une reprise des séances. On laisse les gens sous cagoule, on leur fait entendre des bandes magnétiques reproduisant des séances de torture pour qu'ils n'aient aucun répit. Une fois les aveux personnels obtenus ou extorques, on les fait signer solennellement. Parfois ils sont dictés et arrangés. On continue à demander des noms afin d'accuser des parents, des amis, des gens connus ou inconnus... et cela toujours avec le même système. Cela représente pour les militaires l'essentiel de leur tâche car les aveux ou les dénonciations sont pour eux des preuves suffisantes (à l'encontre de tout ce qui est prévu dans la législation) qui permettront de justifier les sentences portées par les juges militaires.

- Impressionner individuellement et collectivement

On vise à donner l'impression que la répression est irrésistible. Le prisonnier comparaît les yeux bandés, il est frappé par des gens que, "théoriquement", il ne peut reconnaître (sauf si leur voix les trahit). Ils font état de leur impunité. On torture longuement et "gratuitement" jusqu'à la limite de la résistance. Surtout on laisse voir les torturés aux autres prisonniers, on leur laisse entendre les cris jour et nuit, on ramène les victimes complètement effondrées. C'est sans doute cet aspect de la vie des casernes qui marque le plus. Il est plus dur de voir souffrir que de recevoir des coups: on en pleure de rage. Et puis, on n'a pas le droit de se parler, on est toujours épiés, surveillés, battus ou sanctionnés à la moindre infraction; on reste sans nouvelles de la famille. On voit de nouveaux prisonniers arriver tous les jours. Pour la plupart d'entre eux, il s'écoule de quatre à six mois avant leur jugement.

- Angoisser les familles

Ce système de traitement des détenus, qui dépasse la torture considérée isolément, a aussi pour but de frapper à l'extérieur. La famille est laissée sans nouvelles; parfois elle ne sait même pas où se trouve de détenu. On en arrive même à menacer la famille. On pratique contre elle du chantage quand les gens forment un comité d'entraide. Quand plusieurs membres de la même famille sont détenus, on les laisse sans contacts entre eux et on essaie de les utiliser les uns contre les autres: "Ton père a avoué... Ta femme sera torturée..." On menace le prisonnier de représailles contre les siens. On a menacé un de mes amis de torturer davant lui sa femme enceinte, s'il refusait d'avouer. On oblige les familles à attendre durant des heures à l'extérieur de la caserne quand elles viennent pour apporter des vêtements ou un petit mot qui ne sera

pas toujours transmis. On va même quelquefois jusqu'à envoyer des officiers faire le tour des familles et répandre des fausses nouvelles sur les détenus.

- Saper les convictions

Il y a un aspect plus subtil de l'action répressive: c'est quand un sergent ou un officier vient vous parler "en confiance" pour vous demander votre opinion sur ce qui se passe, sur les événements politiques. "Pourquoi vous, un médecin... un prêtre... un instituteur... vous êtesvous mis là-dedans?" -"Votre avenir est ruiné" -"Dans le fond, on vous a acheté, on vous a wtilisé, c'est eux qui vous ont vendu"... Que de dialogues de cet ordre-là ont eu pour théâtre les casernes, parfois les bureaux des officiers, dialogues accompagnés d'alcool et de cigarettes! Il fallait saper les convictions, faire de l'action politique par la menace ou la douceur. D'autres fois, on utilisait les prisonniers, jusqu'à la torture incluse, pour régler leur compte à des militaires (officiers principalement) qui étaient gênants par leurs opinions politiques ou leur comportement. Le prisonnier servait à tout. Et tout cela avait pour but de bouleverser son univers humain et politique.

Bien sûr, tout le monde ne passait pas par toutes ces étapes et ne subissait pas des mois de torture continue. Mais on vivait tout le temps dans une telle ambiance. Il ne se passait pas de semaine, voire de jour ou de nuit, sans torture. 95% des 5 à 6.000 prisonniers politiques actuellement détenus ont passé par là. Ils ont été torturés à des degrès divers allant de un ou deux jours à plusieurs mois. Pour certains, il y a eu plusieures périodes de tortures. Il s'agit donc de méthodes rlanifiées au point de vue tochnique, psychologique et politique. Ceux qui ont formé les militaires uruguayens ont été les nord-américains de l'éccle de Panama et les brésliens dont certains instructeurs ont opéré personnellement dans les casernes. La longue période de répression de 1972 à 1974 a permis à bon nombre d'officiers et de sous-officiers d'acquérir de l'expérience en ce domaine. Les séances de torture furent contrôlées par des médecins ou des infirmiers spécialisés. Mais surtout, les médecins qui visitaient parfois les détenus blessés étaient au courant et donnaient leur couverture à ce qui se passait. De même les officiers supérieurs.

Tout cela s'inscrivait dans un régime de vie imposé aux détenus et qui représentait à lui seul une entreprise de démolition humaine. La nourriture était très mauvaise dans la plupart des cas et les militaires permettaient rarement l'entrée des fruits ou du lait apportés par l s familles. Les détenus restaient en silence, séparés les uns des autres, parfois les yeux bandés. Toute tentative de conversation était punie de coups ou d'heures de planton. On restait assis, sans aucune possibilité de mouvements. Dans beaucoup de prisons, satisfaire ses besoins ou se laver dépendait du bon vouloir des militaires de garde, très durs dans les premiers temps. On vivait entassés, dans des locaux parfois obscurs ou aux vitres peintes en noir. Souvent on dormait à même le sol, sur des matelas plus ou moins crasseux. Les gens considérés comme dangereux vivaient dans un plus grand isolement.

Comment réagissaient les gens soumis à tout cela? Il est difficile de le dire de façon générale. La torture courte était assez bien supportée. Quand les séances se prolongeaient, et que le corps et l'esprit ne

tenaient plus le coup, la réaction fut souvent d'accepter les accusations et les délits personnels: "Oui, je suis tupamaro... J'ai fait telle et telle chose...". Certains donnèrent des noms, mais ce ne fut pas le grand nombre. Il y eut aussi quelques cas de trahison pure et simple qui empeisonnèrent l'ambiance dans certaines casernes. On assista aussi à des tentatives de suicide pour mettre fin aux tortures psychologiques. Paucoup d'aveux ou de déclarations furent signés dans des états de semi-conscience.

Naturellement, nous faisions tout notre possible pour nous soutenir: un mot échangé à la sauvette, le partage du peu qu'on avait, la communication des informations. On tâchait de rester propres, de bouger pour maintenir le corps en forme. On s'occupait l'esprit. Si on le pouvait on parlait avec les soldats. Dès que l'occasion s'en présenta, la vie commune s'organisa, sur la base du partage intégral de ce que l'on possédait. On se mit à parler avec les plus meurtris pour les aider à se récupérer. Dans ces moments-là, l'intensité des relations humaines et leur impact sur les personnes est inversement proportionnelle à leur quantité.

Les prisonniers furent jugés par la justice militaire selon la procédure suivante. L'officier chargé de l'interrogatoire établissait le procès-verbal des déclarations du prévenu. Un autre officier réunissait toutes les données de l'enquête dans un dossier préliminaire sur lequel s'appuyait le juge d'instruction militaire pour signifier au prévenu les délits dont on l'accusait. Jusqu'à maintenant, après deux ans ou presque de prison, la majorité des détenus en sont restés à cette étape de leur procès. Je garderai toujours le souvenir "amusé" de ce "jugement" où les 80 détenus de ma caserne se virent signifier en moins de trois heures leur "condamnation". On était en file indienne, on entrait, on signait puis on s'en retournait, qui avec son "association subversive", qui avec son "atteinte à la constitution", comme dans un supermarché. Depuis ce jour glorieux, le procès est enlisé dans les sables de la procédure et personne ne sait s'il devra accomplir de deux à six ans de prison, ou de six à dix-huit ans. C'est une autre forme de torture subtile pour le prisonnier et sa famille, ou une manière de soutirer de l'argent pour faire avancer les dossiers.

b) La prison de "Libertad"

1.300 hommes environ vivent dans le pénitencier de Libertad, près de San José. J'ai partagé leur vie pendant quatorze mois. Ce que je vais dire ne concerne pas la vie des prisons de femmes de Paso de los Toros ou de Punta Rieles, ni celle des autres prisonniers restés dans les casernes.

Dans un certain sens, nous étions des privilégiés pour les raisons suivantes:

- 1- on retirait parfois des prisonniers du pénitencier pour les source à la torture, mais celle-ci n'était pas pratiquée, ou rarement, à Liber-tad; cela se passait dans les casernes;
- 2- la nourriture et le logement ont été, dans l'ensemble, "corrects" pour une prison; cela était dû au fait que les prisonniers assuraient l'entretien et la cuisine;
- 3- il existait de grandes facilités pour le travail intellectuel grâce à une bibliothèque de 12.000 volumes sur tous les sujets: histoire, phi-

losophie, économie, sciences, romans de tous les pays, etc.; ces livres appartenaient aux prisonniers eux-mêmes;

4- le grand nombre de prisonniers était un élément favorable à la vie collective sous tous ses aspects, et les échanges étaient très riches, très formateurs; comme tous les prisonniers étaient des "politiques", l'ambiance portait au travail et à la recherche;

5- divers services d'intérêt commun se mirent en place et ils améliorèrent la vie de tous:-la cantine pour les achats de papier, tabac et autres (quand il y en avait...), -le service odontologique assuré par les camarades dentistes, -le service médical où travaillaient les prisonniers médecins, -le bricolage dans les cellules, -l'école primaire pour ceux qui désiraient compléter leurs études, -les services religieux du dimanche, -le sport (foot, volley) pendant la demi-heure de recréation (temps porté à une heure depuis Noël 1973); tout n'allait pas sans heurts, problèmes, affrontements avec l'autorité, mais jusqu'à mon départ, tout ce-la continuait;

6- le bâtiment de la prison est entouré d'un terrain clôturé d'un double grillage, surveillé depuis des tours équipées de fusils mitrailleurs. Mais à l'intérieur de ce périmêtre, on peut travailler: des groupes de prisonniers cultivent des légumes, élèvent des porcs, font des travaux de sarclage et d'entretien; d'autres tiennent l'administration de certains services: courrier, comptabilité; un étage à la responsabilité de la cuisine, un autre celle du nettoyage ou des corvées; seul le 2e étage et une partie du 1er n'avaient pas le droit de travailler, pour des raisons de sécurité, car on y trouvait les prisonniers considérés comme "dangereux".

Ces quelques flashs donneraient une idée inexacte du régime pénitentiaire si on ne les situait dans leur contexte afin de mieux apprécier les buts poursuivis et les méthodes employées. Le pénitencier a toute une histoire, déjà, même si son existence est récente (dix-huit mois).

L'époque du dressage (août-décembre 1972)

Ce fut l'époque la plus dure. L'arrivée à la prison était mouvementée et agrémentée de coups. On volait les affaires des détenus. Ils vivaient en cellules individuelles. La surveillance était sévère et accompagnée de brimades. Il n'était pas rare de se faire envoyer le repas à la figure. On se faisait sanctionner pour des riens. La demi-heure de récréation, avec fouille avant et après, se faisait en marchant trois par trois entre des clôtures grillagées. La bibliothèque n'était pas accessible et les colis ne pouvaient entrer. Le manque total d'organisation administrative était la règle, ainsi que la "fauche" du matériel et de la nourriture. Ce fut essentiellement une époque de répression, avec des tortures pradiques pour certains détenus dont on voulait se venger.

L'époque de la "collaboration organisée" (décembre 72-avril/mai 1973)

Cette seconde période démarre vers Noël 1972, fête célébrée avec messe de minuit, repas amélioré, pâtisserie, musique, etc. Elle correspond à l'époque où l'armée cherchait l'appui des Tupamaros pour Jénoncer les fraudes économiques. On s'efforça d'appliquer à Libertad les principes de la "rééducation politique" des détenus.

Cela se manifesta de la manière suivante:

-relâchement de la discipline intérieure: moins de mauvais traitements et plus de liberté dans les allées et venues des détenus; - responsabilités confiées aux prisonniers: nettoyage de la prison. distribution des repas, création d'un poste de responsable de secteur

chargé de répartir les tâches et de faire le lien entre les détenus

et le sous-officier chargé de l'étage;

- discussion de projets élaborés par les prisonniers pour des chantiers de travail. Des commissions se mirent en place pour la bibliothèque. l'école primaire, les services religieux, l'atelier d'imprimerie, la mise valeur des 600 hectares qui entourent la prison, le jardin, laporcherie, la forge, la fabrique de parpaings... Il y eut une floraison de projets. Les militaires cherchaient à utiliser les capacités d'organisation des prisonniers et à les occuper pour se défaire de certaines tâches. En même temps, on jouait le jeu du dialogue pour souder un peu plus les esprits. On faisait des confidences calculées. Le souci des prisonniers était d'obtenir le plus grand nombre possible d'occasions de travail et de vie collective permettant d'améliorer l'existence quotidienne et de sonder les militaires;
- les prisonniers furent regroupés par deux dans les cellules (sauf dans les deux premiers étages). La prison s'avérait déjà trop petite: on commença la construction de baraquements supplémentaires; - ce fut l'époque des premières libérations de détenus, et celle d'un
- certain libéralisme vis-à-vis de l'introduction de revues et d'informations; un bulletin intérieur de la prison, destiné à diffuser les "informations", vit même le jour.

Bien sûr, un certain nombre de choses restèrent à l'état de projets. Plus tard, il apparut clairement que tout cela relevait aussi de la tactique. L'armée se voulait libérale, et à l'extérieur de la prison elle s'en prenait à la corruption. Elle avait besoin de montrer d'ellemême une image favorable. Elle voulait obtenir des renseignements ou une collaboration. C'était également pour elle l'occasion de tester le degré de résistance et de dynamisme des prisonniers, les failles ou les conflits qui pouvaient exister parmi eux, et les collaborations possibles qu'ils pouvaient en attendre. De plus, l'administration du courrier, de la comptabilité, de la cantine, de la cuisine, etc., aux soins des soldats, fonctionnait en fait très mal et la fraude sévissait. Les détenus étaient plus compétents et dans le fond plus honnêtes.

Dans leur ensemble, les détenus entrèrent dans le jeu et les principaux bénéfices de cette expérience se manifestèrent. Les contacts entre prisonniers s'intensifièrent. Un travil collectif de prise de conscience des problèmes, d'amélioration de la vie collective se mit en branle avec pour objectifs: donner des responsabilités au plus grand nombre possible de personnes, favoriser le travail et la formation des prisonniers, accroitre l'organisation collective sous tous ses aspects, démontrer que les révolutionnaires sont honnêtes et conséquents avec ce qu'ils affirment (partage des biens, respect des autres, etc.). On chercha à assurer la meilleure éducation possible de tous par des activités, à aider les familles grâce aux fruits du travail, et à permettre des échanges entre les prisonniers et les militaires. Peut'être y eut-il des moments d'euphorie, bien explicables après un an de tortures et de souffrances morales. Mais un doute plana toujours concernant les intentions de nos gardiens: nous nous sentions trop épiés pour croire que c'était une opération désintéressée. Cependant cette période fut décisive pour nous. C'est à cette époque qu'une partie des aspects positifs de la vie du pénitencier ont été conquis. Il y aura fort à faire par la suite pour les conserver.

L'époque de la guerre d'usure (juin 1973-janvier 1974)

Peu à peu le climat changea et les illusions s'évanouirent. Les provocations, les punitions injustifiées se multiplièrent. Les réunions furent suspendues les unes après les autres. L'isolement recommença entre les divers secteurs et les étages du bâtiment. Ceux qui avaient pris trop de responsabilités ou exerçaient une trop grande influence sur leurs camarades se virent mutés ou sanctionnés. Beaucoup de projets restèrent à l'état de lettre morte: celui de la ferme, en particulier, qui supposait un travail en-dehors des barbelés. Les informations étaient de plus en plus filtrées. Ce qui se disait à l'école ou pendant les cérémonies religieuses faisait l'objet d'une surveillance plus étroite. Les activités étaient supprimées selon l'humeur des officiers chargés de les contrôler. On assista à la reprise des "enlèvements" de prisonniers en vue de la torture. Neuf des principaux responsables tupamaros furent retirés de la prison et placés isolément dans des casernes, au secret, soumis à un régime de surveillance plus destructeur et sans aucune garantie.

Les possibilités de travail furent réduites et souvent modifiées, et cela sans raison apparente, si ce n'est pour provoquer le mécontentement. Le matériel de bricolage ne put entrer dans la prison. Les prisonniers étaient changés de cellule ou d'étage sans raison. Les responsables de la cuisine ou de certaines tâches administratives se virent même punis pour des riens à cause de leur travail.

Les rapports avec les familles passèrent par des changements symptomatiques. L'entrée des lettres devient l'objet d'une réglementation sévère (1 par semaine), les modalités changent sans cesse et beaucoup de lettres se perdent. On laisse des détenus sans nouvelles de leurs compagnes prisonnières, bien qu'ils sachent parfaitement que leur femme leur écrit depuis des mois. La censure se fait plus rigide. Le téléphone prend la place de la conversation directe pendant les visites; bien súr il est surveille (2). Les avocats ne peuvent plus venir aussi facilement et ils sont davantage contrôlés. A la suite de la fermeture de l'Université. la "censure idéologique" est pratiquée dans la bibliothèque pour rechercher les livres d'inspiration marxiste. Le durcissement de la situation politique et la crise économique répercutent à l'intérieur de la prison. La cantine dispose de moins d'argent, mais les militaires veulent que tous les achats des prisonniers passent par mains, car cela leur donne des possibilités de faire du trafic ou de procéder à des arrangements entre eux et les fournisseurs. Quant au courrier, il est interdit désormais de le faire passer par les parents des détenus; il faut utiliser les services du courrier narmal. Cela représente une dépense d'au moins 300.000 pesos par semaine. La prison est une grosse affaire: son budget monte probablement à une cinquantaine de millions de pesos par mois. Il est donc tentant pour certains d'en tirer profit. Le geolier fait sentir au prisonnier qu'il est dépendant de lui et à sa merci. On a même vu des tentatives dans le sens de réduire les rations alimentaires des détenus.

Actuellement on voit arriver en prison des prisonniers de diverses tendances politiques, des militants qui ne sont pas tupamaros, des syndicalistes, des universitaires, des militaires. Il existe une sourde politique dans le but de provoquer des divisions ou des affrontements destinés à détecter des mouchards éventuels. Les sanctions collectives

⁽²⁾ La salle des visites est équipée de téléphones permettant aux interlocuteurs de mieux s'entendre.

ont pour but de tester la capacité de résistance et d'unité des prisonniers des divers étages. La réflexion suivante d'un commandant qui fut longtemps chargé de la sécurité de la prison résume bien la situation: "Je tiens les rênes d'une main et le fouet de l'autre. Quand le cheval fait des caprices, je frappe, et quand la tension est trop forte, je lâche un peu les rênes". Du bon domptage de chevaux!...

Dans de telles conditions, des problèmes personnels peuvent apparaître. Un certain nombre de prisonniers sont des pères de famille encore jeunes - la moyenne d'âge oscille autour de 30 ans - et leur femme est aussi en prison. Les procès n'en finissent pas. L'insécurité est permanente. Aussi certains tententils d'en finir. On a compté une dizaine de tentatives de suicide, ainsi que des dépressions nerveuses ou des troubles psychologiques en nombre relativement important. A une certaine époque, il était possible de garder quelques illusions sur un avenir à court terme. Mais le coup d'Etat du 27 juin. les événements du Chili sont venus dissiper les illusions trop fragiles.

Dans un autre ordre d'idées, on peut dire que, malgré son isolement, la prison de Libertad est un centre de traitement de l'information. Les militaires interdisent la pénétration des nouvelles, mais ils ont intérêt à en laisser filter quelques-unes afin de tester les réactions et vérifier les canaux par où elles passent. Ils cherchent à déceler le fonctionnement éventuel de cellules révolutionnaires au sein de la prison. D'autre part, l'effort des détenus porte essentiellement sur la critique de toutes les fausses nouvelles qui peuvent éventuellement se répandre dans un milieu favorable constitué de gens enfermés, isolés et attentifs à tout. Ils essaient ensuite d'analyser et d'interpréter le plus objectivement possible ce qui est connu par les visites ou d'autres canaux d'information disponibles. C'est toute une éducation humaine et politique qui est ainsi réalisée à travers l'effort fourni pour ne pas se couper du monde.

c) Le lieu d'un affrontement

En conclusion je dirais que nous vivions là-bas un affrontement. On s'appliquait à rapetisser le cercle de notre vie, de nos relations à l'intérieur de la prison. On s'efforçait, surtout dernièrement, de nous couper les vivres intellectuels: informations, lectures de formation, réunions. On essayait de nous diviser, d'exploiter les différences pour provoquer des heurts. On suscitait l'événement pour favoriser la répression. Les jeunes officiers manifestaient leur haine ou leur mépris.

L'ensemble des détenus répondait à cela par une solidarité vraiment extraordinaire: l'argent, le tabac, la yerba mate, les livres, les habits, le travail à accomplir, tout cela était mis en commun et était géré par tous. Le souci de l'entraide psychologique, celui de garder des relations profondes avec la famille et les enfants (fabrication collective de jouets à Noël) étaient l'objet de soins attentifs. La vie intellectuelle et la réflexion collective étaient une pratique utilisée chaque fois que cela était possible malgré l'isolement des cellules. Les camarades les plus atteints ou les plus marqués par l'épreuve étaient sérieusement épaulés: proposition de travail, entraide, conversations. Tout un monde de relations solidaires s'était ainsi peu à peu mis en place et il était porteur de très grande richesse humaine et

éducative. Les principes qui l'animaient étaient la mise en commun du plus grand nombre possible de choses et d'activités, l'autocritique, la discussion des faits et des comportements afin de mettre en pratique l'idéal de société et d'homme nouveau que nous partagions tous. Cette attitude active et exigeante est l'antidote le plus efficace contre l'écrasement de la répression, laquelle se fait de jour en jour plus envahissante quand elle ne rencontre pas de résistance. La vie collective ainsi vécue, le partage des amitiés, des expériences, des idées et des souffrance constituent une immense richesse qui aide à la transformation personnelle du détenu et fait de lui un autre homme, moins individualiste, plus intégré et plus conscient de ce qu'il vit ousouffre.

Si, pour les militaires, la prison de Libertad est la "prison modèle" que l'on fait visiter à toutes les délégations de la Croix-Rouge pour qu'elles se rassurent et ne voient pas les tortures, ainsi qu'à tous les officiers de passage pour qu'ils puissent se documenter sur le raffinement de ses méthodes d'espionnage et d'usure des gens, elle est aussi le lieu d'une solidarité et d'un effort exemplaire pour ceux qui y sont enfermés, en les aidant à survivre, à s'instruire, à s'unir, à se perfectionner et à rayonner leur confiance douloureuse en l'avenir.

d) La justice militaire

Quelques mots s'imposent sur ce thème, indépendamment de la manière dont furent jugés les détenus. Actuellement, tout délit de subversion est du ressort de la justice militaire et passible des peines prévues par la Loi de Sécurité de l'Etat. Déjà très dure en soi, cette loi est appliquée avec encore plus de sévérité: la peine de 6 à 18 ans de détention, prévue pour le crime d'association subversive, s'applique à une simple distribution de tracts des mouvements interdits.

Après la caractérisation du délit, c'est la phase de l'instruction. Tout est fait par écrit entre les juges et les avocats. Aussi les causes traînent-elles en longueur. Des gens qui sont libérables font le maximum de la peine de détention possible et ils restent en prison. L'influence politique et l'argent comptent pour beaucoup. Certaines cautions exigées pour la libération de détenus sont vraiment exhorbitantes: 500.000 pesos, 2 millions... conformément à la tête du client. Le problème n'est pas d'abord de juger, mais de faire durer la détention pour profiter de la situation. Actuellement, la libération sous caution est assortie de l'obligation de quitter l'Amérique du Sud. C'est impossible aux détenus pauvres. Personne ne sait pratiquement quelle peine il lui faudra purger. A la fin de 1973, une vingtaine de personnes seulement connaissaient leur peine, sur les 1.300 du pénitencier. Les autres procès se poursuivaient depuis vingt ou vingt-deux mois De plus, le fait que le juge signe l'arrêt de mise en liberté ne signifie pas que le détenu va sortir. Celui-ci fait facilement un mois ou deux de plus, quand ce n'est pas six mois. Pendant ce temps-là, une commission qui est directement rattachée à l'Etat-Major interarmes, revoit le dossier et décide de l'opportunité politique de libérer ou d'expulser le détenu. Une fois libéré, l'ex-détenu devra se présenter à la caserne pour contrôle; il pourra être de nouveau l'objet d'une arrestation, de perquisition et de surveillance. Il se trouve dans une situation d'insécurité, de difficulté à trouver du travail ou à renouer des relations, telle que la tentation de partir se fait grande. Il est alors déclaré fugitif et c'en est fait de lui. C'est en ce sens que la justice militaire est aussi un système répressif qui vient en complément du système militaire et de système des prisons.

III- L'EGLISE ET LES CHRETIENS D'URUGUAY

Les uatre années de mon séjour en Uruguay m'ont permis de suivre pas à pas la transformation rapide de l'Eglise sous la poussée des événements politiques et de la répression qui ont bouleversé le pays. Cette évolution me semble présenter des contrastes qu'il faut replacer dans le déroulement des faits si l'on veut mieux les comprendre. Dans chacune des périodes d'évolution, j'envisagerai l'attitude de la hiérarchie et les remous internes.

a) 1970: l'Eglise telle que je l'ai trouvée

A mon arrivée, j'ai eu l'impression de rencontrer une église qui cherchait sa voie. Les mouvements de jeunes étaient incertains dans leur orientation, mais passionnés par les problèmes du pays. On discutait sur le renouveau paroissial, sur la mise en place de conseils de laïcs, sur la démocratie dans l'Eglise. Tout un effort de création de communautés de base était en cours. Les remises en question et la défense du passé étaient parfois violentes. On ne se contentait pas de paroles. Des prêtres faisaient des expériences: travail, engagement syndical. Des paroisses ou des secteurs de campagne se réorganisaient sous la direction des laïcs. Deux ou trois évêques paraissaient plus ouverts et les autres plus méfiants. Parmi les évéchés actifs, on pouvait ranger ceux de Montevideo, Salto et San José (ce dernier, à un degré moindre en raison d'une plus grande division du clergé). Mais c'était au niveau du clergé et des laïcs qui se vivaient les affrontements les plus vifs. Les documents de Medellin provoquaient des ébranlements.

En regardant d'un peu plus près, je me rendis compte que l'Eglise d'Uruguay était surtout implantée en ville. Peu de prêtres vivaient à la campagne, même dans le sud du pays. Ils faisaient encore la tournée périodique des petits villages avec baptèmes, mariages, réunions, assistance aux pauvres. Dans les bourgs plus importants, il y avait une commission de la chapelle, un cuvroir, parfois des catéchistes. Le prêtre visitait les familles, mais la plupart du temps il connaissait mal les problèmes de la vie rurale. Les paysans avaient peu d'influence ou n'apparaissaient pas dans les conseils pastoraux. La JAC était en perte de vitesse et sa disparition fut l'un des événements importants de l'année. L'évolution de l'Eglise se faisait à partir de la ville et on essayait d'en appliquer les résultats à la campagne qui était moins peuplée et plus traditionnelle; aussi les gens de la campagne ne suivaientils pas toujours de bon coeur et parfois ils ne comprenaient pas ce qui se passait.

En ville, des petits groupes de laïcs poussaient au changement. Les groupes de réflexion communautaire étaient assez vivants. Mais on rencontrait une volonté de tout chenger en même temps, et cela par des décisions au sommet qui étonnaient un peu. Des expériences mal coordonnées de catéchèse, de pastorale des jeunes, de travail avec les protestants étaient l'occasion de heurts. On trouvait un mélange de dynamisme et de confusion. La politisation des problèmes se faisait déjà sentir. Lors de l'assassinat de Dan Mitrione (3), on assista à des provocations: des

(3) Nom du policier américain enlevé par les Tupamaros et exécuté pour son rôle de conseiller technique de la police politique. Voir le film "Etat de Siège".

messes furent demandées dans le but de tester les réactions de l'Eglise. L'évéché de Salto dut affronter à ce moment-là un conflit mémorable répercuté par toutes les radios et les journaux. Certains prêtres qui voulaient parler de thèmes sociaux se voyaient interdire l'accès des radios régionales: c'était un terrain miné.

On peut dire en résumé que l'église d'Uruguay, malgré ses lacunes, donnait l'impression d'un certain dynamisme. On pouvait beaucoup attendre de l'avenir. Des publications consacrées à la réflexion, telles que VÍSPERA et PERSPECTIVAS DE DIÁLOGO, accompagnaient cette recherche à l'échelon national. Un effort de formation de responsables chrétiens était fait dans les sessions et rencontres assez nombreuses.

b) 1971: la division politique

L'année électorale débuta avec de grandes difficultés. Dans le diocèse de Salto, les réunions de laïcs et de prêtres essayaient péniblement d'aborder le rôle politique du chrétien. Elles se transformaient en réunions contradictoires. Tout ce qui se faisait devenait l'objet des soupçons réciproques de propagande en faveur de la gauche ou de la droite. Une paroisse de Salto se vidait au profit d'une autre plus "traditionnelle", laquelle se muait en citadelle conservatrice où les chrétiens de droite tenaient les postes de responsabilité. Des chrétiens et certains prêtres s'engageaient dans la lutte politique: les "progressistes" du côté du Frente Amplio pour la plupart (avec des affrontements selon les orientations choisies: PDC ou Mouvement du 26 mars), les autres du côté des partis traditionnels. Les conseils paroissiaux, les communautés de base, les groupes de réflexion en subirent le contrecoup. L'Eglise était sollicitée de tous les côtés au moment de la campagne électorale, attaquée par les gens des partis traditionnels, encensée par les partisans du changement. Ce fut le début d'une grande controverse publique dans la presse et à la radio. Le thème de base était: "Un chrétien peut-il collaborer avec le communisme?".

La grande majorité des prêtres et des fidèles non engagés resta dans une position d'expectative anxieuse qui se traduisit par de nombreuses défections au niveau de la pratique religieuse et de la participation aux réunions devenues des exercices acrobatiques de dialogue. Des évêques comme Mgr Mendiharat, de Salto, ou Mgr Partelli, de Montevideo, furent publiquement attaqués, ainsi que les prêtres considérés comme les leaders de la tendance nouvelle. Les Pères Spadachino, Ponce de Leon et Monzon (à la suite de son arrestation au Paraguay) furent en particulier accusés d'être des communistes. Des groupes de chrétiens de droite commencèrent à s'agiter, à troubler les réunions, à jeter des tracts et à peindre des slogans injurieux.

La Conférence épsicopale nationale publia une lettre pastorale sur la question des élections. Les évêques laissaient aux chrétiens la liberté de vote, même vis-à-vis du Front de gauche auquel participalent les communistes. Cette manière de résoudre positivement le grand débat qui agitait la presse et la radio fut mal reçue. La droite avait besoin d'un appui de l'épiscopat. Mgr Corso, évêque de Maldonado, se chargea de le lui fournir dans une lettre à ses diocésains, postérieure à la déclaration collective de l'épiscopat. Il condamnait le communisme et interdisait aux chrétiens de voter pour le Frente Amplio qui favorisait l'élection des communistes. La propagande officielle se chargea le répercuter cette lettre. C'était une manoeuvre politique.

Il en résulta des tensions à l'intérieur de la Conférence épiscopale et dans le clergé. C'était l'époque où ce dernier avait constitué auprès de la hiérarchie un organisme représentatif composé de délégués élus. Les tensions se manifestèrent aussi dans les nominations de deux nouveaux évêques à Minas et Mercedes. Une liste de prêtres susceptibles d'être nommés évêques avait été adressée à Rome. Mais il n'en fut pas tenu compte. L'un des deux nouvellement nommés se trouvait être très lié au nouveau président Bordaberry. On sentait que des "remises en dre" se préparaient lentement.

Sur le plan du travail local de l'Eglise, la bataille des élections eut des conséquences néfastes. Les commissions paroissiales et les divers groupes virent leurs effectifs diminuer ainsi que leur rythme de réunion. Des militants et des prêtres étaient devenus suspects de "communisme" à cause de leur engagement. Mais pour tous ceux qui étaient engagés, l'expérience se révélait positive: ils sentaient qu'ils vivaient réellement leur christianisme. En même temps, de nombreux prêtres et chrétiens estimaient qu'ils faisaient partie de la mauvaise église, celle des faux frères dont il fallait se méfier. Les gens de la campagne, très traditionnels, étaient insaisissables. Des portes se fermaient et il me devenait très difficile de réunir des gens. Le contact et l'échange, au contraire, se faisaient profondément avec ceux qui oeuvraient pour un autre type d'homme et de société. Peut'être sommes-nous un certain nombre à avoir clairement senti qu'une communauté chrétienne repose sur le mensonge et un faux semblant de dialogue si on n'accepte pas d'analyser la vie sous tous ses aspects ainsi que les problèmes des gens qu'on veut réunir. Lorsque les chrétiens sont unis par des liens de pure habitude ou de simple pratique, leur unité éclate au premier choc sérieux. Les gens s'opposent par leurs manières différentes de voir la vie humaine et sociale. Ils utilisent la religion comme une arme pour leurs luttes, en s'accusant mutuellement de la falsifier. Au pire, elle leur ært à éviter de dire clairement leur pensée politique et sociale, et ils s'aveuglent eux-mêmes en déplaçant les vrais problèmes qu'ils ne veulent pas affronter.

L'Eglise d'Uruguay a vécu cette crise à tous ses niveaux. On a essayé de la récupérer pour les besoins de l'ordre établi, en défendant tambour battant la prière, les cérémonies liturgiques, le catéchisme traditionnel, le calme des églises, le prêtre homme de Dieu... Une telle église pouvait continuer à survivre, même sous la répression. Ceux qui avaient fait l'expérience d'un engagement politique pour le chargement y étaient suspects ou en étaient exclus. Certains pensaient déjà qu'il faudrait refaire une "autre église" en repartant par le bas, et au sein de la lutte pour un monde nouveau. De petits essais eurent lier réunions dans des familles, liturgies communautaires. Mais beaucoup ne gardaient le contact qu'à travers des liens d'amitié qui les reliaient à certains prêtres ou à leur évêque. Là encore on ne pouvait évise ter le problème.

c) 1972-1973: la crise de la peur et les lueurs d'espoir

L'année de la répression fut terrible pour l'Eglise. Elle fui touchée: une dizaine de prêtres (auxquels il faut ajouter quatre pasteurs), des religieuses, un grand nombre de dirigeants et de militants furent arrêtés et torturés. Des locaux paroissiaux, des secrétariats de mouvements furent l'objet de perquisition, parfois à plusieures repri-

ses. Il fallut cacher des gens, aider des familles au risque de se compromettre. La répression apportait la "preuve" aux yeux du grand public et de beaucoup de fidèles que l'Eglise était vraiment contaminée: "Qui pourrait défendre un curé tupamaro?", "Nous avions raison" titrait un journal de Salto lors de l'arrestation d'un prêtre de cette ville. Tous les chrétiens qui avaient voulu"faire la révolution"dans l'Eglise étaient démasqués.

C'est l'époque où Mgr Partelli salua les dépouilles de huit communistes assassinés par l'armée; ou le secrétariat de la Conférence épiscopale signa une lettre au Président de la République dans laquelle elle dénonçait les tortures; où des évêques essayèrent sans succès de défendre leurs prêtres arrêtés. Mais les fissures aparaissaient. Les évêques n'avaient pas tous été d'accord pour signer le document sur les tortures et sur sa publication. Certains n'étaient pas mécontents de la remise en ordre qui s'opérait. Un prêtre a écrit que la participation de confrères à la subversion était un événement préjudiciable à l'Eglise. Des campagnes par la presse et à la radio s'en prirent à certaines personnalités de l'Eglise: Mgr Mendiharat et l'évéché de Salto, Mgr Partelli et son entourage, l'Eglise de Montevideo et certains groupes protestants. On vit aussi des manoeuvres telles que la tentative, avec l'accord de certains évêques, pour séparer la ville Paysandu du diocèse de Salto. Mgr Partelli fut remplacé par Mgr Bacchino à la présidence de la Conférence épiscopale.

Mgr Mendiharat vécut une rude année d'épreuves. Il perdit toutes les responsabilités qu'il détenait au sein de la Conférence épiscopale. Vers la fin de 1972, il devenait en effet un homme compromettant. Les militaires avaient constitué un dossier contre lui pour essayer de l'arrêter et lui faire un procès pour complicité avec les Tupamaros. Dans les casernes, on essaya de faire passer des aveux en ce sens par les deux prêtres de son diocèse qui étaient arrêtés, ainsi que par ses nombreux amis ou militants prisonniers. C'est à cause de ces amitiés, de son attitude favorable au changement, de ses prises de position pour dénoncer les injustices, qu'on chercha à le "brûler" et à le discréditer. La campagne fut tellement violente qu'on crut un moment que ses confrères et Rome allaient se laisser gagner par le doute. On lui conseilla d'éviter un choc de front. Le juge militaire fit discrètement savoir qu'à la suite d'un voyage à l'étranger, il valait mieux lui ne pas rentrer en Uruguay. Sans doute l'aurait on arrêté. Mais la démarche cachait aussi une manoeuvre. L'armée et le pouvoir évitaient ainsi des remous et des ennuis diplomatiques. On pouvait même jeter le discrédit sur lui en laissant croire que s'il ne rentrait pas, c'est qu'il y avait des raisons.

L'affaire traine donc en longueur et n'est pas encore terminée. Mgr Mendiharat n'est pas rentré dans son diocèse, et on n'a toujours pas prouvé sa culpabilité. Le gouvernement a fait discrètement demander à Rome son déplacement, ainsi que celui de Mgr Partelli, évêque de Montevideo. Rome a refusé et a fait savoir que le gouvernement veuille bien mesurer son attitude. Le dénouement de l'affaire reste à trouver. Il est vrai que le coup d'Etat militaire et la fermeture de l'Université ont dévoilé le vrai visage de la dictature militaire. Il devient de plus en plus gènant d'être de son côté.

En effet, pour les évêques et pour les prêtres, même ceux qui peuvent aimer l'ordre établi, le choc du coup d'Etat et le spectacle de la grê

et des répressions ont été révélateurs. Lors du coup d'Etat, il n'y eut que l'évêque de Montevideo et le conseil presbytéral du diocèse à réagir par une lettre rendue publique. Cette prise de position fut très durement attaquée par la droite et par le président de la République luimeme dans ses discours. Des provocations dans des églises, des tracts contre l'évêque, des résistances à certaines de ses décisions furent les principaux signes de l'activité des groupes de choc de droite. Mais toutes ces exagérations ont surtout eu pour résultat, au cours des derniers mois, de resserrer les liens entre la majorité des évêques et les prêtres qui se sentent mal à l'aise devant une dictature qui a définitivement montré son visage répressif et ses résultats économiques désastreux pour le peuple. A l'image de certains de leurs prêtres, peut'être les évêques paieront-ils plus cher maintenant le droit de parler et d'agir.

Il semble aussi que l'agressivité manifestée par les chrétiens conservateurs, enfin débarrassés par les militaires de militants gênants, soit bien mise à mal par la tournure que prennent les événements. Il est dangereux désormais de faire des réunions; être militant peut mener en prison. Les offices religieux seront bientôt les seules occasions relativement sûres pour se rencontrer entre chrétiens. Les églises qui servent de refuge aux grévistes ou aux pauvres qui protestent, comme celle du Cerro à Montevideo, sont traitées sans égards. Devant tout celle, on peut difficilement défendre l'ordre établi et se dire chrétien. C'est le moment de la peur et du désarroi. Mais la belle assurance des professions de foi et des anathèmes contre "les communistes" a fait les frais de l'aventure. On peut voir là une chance pour l'Eglise. Déjà quelqu'un me disait que le diocèse de Salto avait fait l'unité autour de son évêque absent et frappé par l'épreuve. C'est un premier pas.

d) L'Eglise des prisons

Je crois qu'il faut lui consacrer un chapitre spécial, parce qu'elle représente une grande richesse pour ceux qui vivent cette expérience. Elle pose aussi des questions très importantes pour l'avenir.

Depuis Noël 1972, les prêtres et les pasteurs prisonniers (ils ont été jusqu'à dix à Libertad) célèbrent tous les dimanches un service religieux pour les prisonniers qui désirent y assister. Chaque dimanche c'est le tour d'un étage. Pour Pâques et Noël, tous les étages sont réunis. Cette célébration religieuse, seule manifestation visible de l'Eglise en prison, veut être un partage de l'expérience humaine des prisonniers réfléchie à la lumière de la parole de Dieu. Il ne s'agit pas d'un enseignement systématique. Les discussions n'étant pas autorisées, les prêtres ou les pasteurs font une prédication sur des thèmes choisis en fonction de la vie ou des préoccupations des prisonniers.

Parmi les thèmes traités durant l'année 1973, je peux citer:
- le Christ présent dans notre vie de détenus "apporte la liberté aux prisonniers";

- les exigences pour suivre le Christ: il n'est pas une consolation pour nos souffrances mais un appel exigeant;

- la foi au Christ est une foi qui prend son sens dans la construction du monde;

- l'homme nouveau: l'évangile et ses points de contact avec le monde que nous recherchons;

- -la passion du Christ, ceuvre de libération;
- la vie du croyant se nourrit de la réflexion sur la vie;
- l'espérance des chrétiens est l'espoir d'un monde nouveau et suppose qu'on lutte pour lui.

Ce sont des sujets qui permettent de repenser l'expérience des prisonniers. Ils n'ont pas toujours plu aux autorités, mais nous avons toujours refusé qu'on nous impose quoi que ce soit. Simplement, on nous a supprimé les réunions de préparation entre prêtres et pasteurs.

Après cette prédication, une prière collective reprend les faits et les événements de la vie des prisonniers ou de la vie publique pour leur donner un sens religieux. Une oraison eucharistique avec la formule de la consécration prépare le partage du pain et du vin. Pour y accéder, il était demandé aux participants de se sentir engagés au service de leurs frères et d'accepter que le Christ et son Evangile puissent éclairer leur vie. La célébration est ouverte aux catholiques, protestants, croyants et sympathisants qui désirent se sentir unis et qui interrogent ensemble le Christ sur leur vie. Les prières et les chants composés sur place évitent les formules de demande ou d'imporation; ils font ressortir les coïncidences entre des attitudes significatives de la vie du Christ et des attitudes significatives de la vie du Christ et des attitudes significatives de la vie des participants.

Quel est le bilan de cette expérience? Il reste à faire, mais je crois qu'on peut déjà dégager les points suivants:

- 1) On compte environ un tiers de chrétiens actifs parmi les 1.200 prisonniers. C'est une bonne proportion pour un mouvement révolutionnaire.
- 2) La Bible, l'Evangile, l'expérience de la foi, le Christ prennent une résonnance et un relief vraiment étonnants quand on fait le rapprochement avec les préoccupations, les attitudes et les souffrances de ceux qui luttent pour changer le société. Beaucoup de camarades se sont mis à lire la Bible. Ils en discutent avec les copains, les prêtres, leurs familles (par lettre) parce qu'ils y trouvent un sens, un éclairage, une justification ou une force pour leur vie. En revanche, l'Eglise telle qu'elle est continue d'être très suspectée à cause de ses attitudes, de son insertion dans la société capitaliste, de sa manière de travailler qui exploite et asservit les gens. Cette attitude pourrait se résumer dans la conclusion d'une conversation que nous avions avec des camarades: "Le Christ, je l'accepte, et la foi aussi. Je comprends que tu es sincère quand tu crois. Mais tu es lié à une organisation qu'il faudra détruire si on veut vraiment faire un monde nouveau"... Je pense que nous trouvons là exprimé tout notre drame, celui de tous les chrétiens qui sont divisés, celui de nos évêques et cette immense question du sens de notre foi et du rôle de l'Eglise dans un monde que les plus lucides n'acceptent plus.
- 3) Le dialogue entre les croyants prisonniers qui partagent tous une même pensée économique et politique de type marxiste, ou avec leurs copains carrément marxistes, revient toujours sur les questions concernant Dieu, la Foi, l'Eglise, les possibilités d'une vie religieuse, son utilité dans la construction d'un monde nouveau. Si l'on part de l'expérience vécue, on peut dire que notre foi est mise à l'épreuve. Elle n'apparait pas comme la raison profonde d'un engagement révolution naire. Elle est même très secouée, surtout à cause du rôle actuel de

l'Eglise ainsi que de la coupure qu'un tel engagement provoque vis-un vis de l'Eglise. D'autre part, la foi et l'Evangile retrouvent vie et sens dans un engagement de ce type qui en devient la réalisation pratique. Cette expérience a été pour moi et pour beaucoup de mes camarades chrétiens une source de renouveau et une aide me permettant de me situer plus exactement dans le monde comme croyant et comme prêtre.

4) Nous avons aussi fait l'expérience qu'une célébration religieuse (celle de Noël par exemple) peut être la célébration de la joie, des espoirs, des souffrances et de l'unité d'un groupe humain qui vit et partage les mêmes idées, qui poursuit les mêmes buts. L'activité et la recherche religieuse lui donne sa solidité et contribue à sa conscientisation. C'est pour cela que les autorités pénitentiaires n'aimaient guère notre travail, et pourtant celui-ci n'a jamais servi à des fins de propagande pour flatter les désirs des prisonniers. Nous avons toujours cherché à affronter loyalement la vie et les textes de la Bible, en prenant bien soin de les situer dans leur contexte historique et non dans l'abstrait, comme on le fait souvent. Les gens étaient sensibles à l'aspect vécu de cette révélation de Dieu dans les luttes et les épreuves d'un peuple en marche. C'est ainsi qu'ils se sentaient d'Eglise.

Je crois que ces quelques phrases que des copains prisonniers voulaient envoyer aux chrétiens et aux évêques, pourraient servir de conclusion:-"Le chemin que nous suivons, ce sont des chrétiens et des non chrétiens qui nous l'ont révélé. D'autres le suivent avec nous. Il est chargé de douleur, mais il nous a fait découvrir et approfondir la vie chrétienne. Il nous transforme, il nous fait mieux connaître l'Evangile! - "L'homme révolutionnaire se fait dans une lutte où des chrétiens sont présents. Nous sommes, avec les autres, en train de payer le prix de lendemains différents. En ce moment, la Parole de Dieu nous apporte à nous et aux autres un éclairage pour notre vie et elle donne un sens aux événements vécus". - "Pour nous, ici et maintenant, dans notre condition de prisonniers, nous revendiquons la dignité d'Eglise. Le prisonnier n'est ni mauvais ni condamné par le seul fait qu'il est prisonnier, même si beaucoup pensent le contraire". - "Dans cette prison s'édifie un peuple de Dieu qui fraternise avec les athées et les croyants des autres confessions. Il y a une fraternité humaine dans la lutte. Les divisions paraissent superflues. Les séparations sont devenues inutiles. En nous engageant dans la lutte, la parole de Dieu prend un sens, la rencontre sacramentelle se simplifie". - "L'Eglise s'est engagée à Medellin à ne pas abandonner ceux qui se mettraient dans des situations extrèmes à cause de leur engagement. Nous autres, compterons-nous toujours? Seronsnous tolérés ou abandonnés? Serons-nous considérés comme des membres actifs qui ont quelque chose à dire? La lutte pour les pauvres, le socialisme, le changement, l'homme nouveau seront-ils pris en considération comme des choses fondamentales, ou continuera-t-on à prendre des détours pour les éviter? Transformer le monde, présenter à ceux qui luttent et cherchent un évangile compréhensible, sera-t-il une tâche primordiale? Va-t-on conserver l'institution ou se mettre en attitude de service?"

Peut'être ces deux volets de la vie tourmentée de l'Eglise en Uruguay pendant ces quatre années résument-ils le drame de chacun de nous et de l'Eglise d'aujourd'hui. Pour moi qui ai vu renaître un embryon d'Eglise dans des circonstances aussi dures, bien des hésitations me paraissent injustifiées parce qu'elles sont la conséquence d'une vie trop repliée sur nous-mêmes et nos institutions. La foi et les luttes de la vie se nourrissent réciproquement et se fortifient.

D 152-27

Louis Rouve - février 1974

DIAL 20/02/74

(Droits de reproduction réservés pour tous pays)